



1 Bulletin du jeudi 13 novembre 2025

Guerre en Ukraine : escalade militaire et divisions occidentales

La réforme des retraites, adoptée en 2023 après des mois de tensions sociales et politiques, a été suspendue *in extremis* par l'Assemblée nationale le 12 novembre 2024, une première dans l'histoire récente. Cette décision, portée par un amendement gouvernemental soutenu par une coalition hétéroclite (PS, Écologistes, RN, Liot), mais boycottée par une partie de la majorité présidentielle (Renaissance et MoDem), plonge les futurs retraités dans un flou juridique et financier. Le texte, intégré au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), n'a pas été voté en raison de l'interruption des débats, mais sa transmission au Sénat actera sa légitimité procédurale. La suspension concerne notamment l'allongement de l'âge légal à 64 ans et le report de l'âge d'équilibre à 67 ans, mesures phares du gouvernement Borne. Cependant, son application concrète reste incertaine : les carrières longues sont élargies, mais le financement de cette mesure (estimé à plusieurs milliards d'euros) n'est pas clarifié. Parallèlement, l'idée d'un système par **capitalisation**, défendue par l'ex-premier ministre Gabriel Attal, refait surface, ravivant les clivages entre partisans d'un modèle par répartition et ceux prônant une hybridation. Cette crise illustre les fractures persistantes au sein de la majorité présidentielle, ainsi que la difficulté à concilier équilibre budgétaire et justice sociale dans un contexte de vieillissement démographique et de dette publique record (110 % du PIB). Les syndicats, bien que soulagés, restent méfiants, craignant un retour en arrière ou des mesures compensatoires impopulaires.

Conflit israélo-palestinien : la France entre équilibrisme et pressions internationales

Dix ans après les attentats du **13-Novembre 2015** (130 morts), la France reste marquée par leur héritage traumatisante, comme en témoignent les commémorations et les initiatives culturelles (livres, documentaires, matchs symboliques comme France-Ukraine au Parc des Princes). Pourtant, la menace islamiste, bien que mutante, reste **« très élevée »***, selon Nicolas Lerner, patron de la DGSE. Dans un entretien rare, il souligne une **transformation des modes opératoires** : moins de cellules structurées comme Daech, mais une radicalisation diffuse, portée par des individus isolés ou des réseaux informels, difficiles à détecter. La **justice restaurative***, illustrée par la demande de Salah Abdeslam (seul survivant des commandos) de rencontrer ses victimes, divise : certains y voient une manipulation cynique, d'autres une tentative de réappropriation du récit par les terroristes. Parallèlement, les services de renseignement alertent sur la **porosité des frontières européennes** et le risque de résurgence de cellules dormantes, comme en témoigne le coup d'essai raté d'Abdelhamid Abaaoud à Verviers (Belgique) en janvier 2015. Le gouvernement, confronté à la **guerre en Ukraine** et aux tensions au Proche-Orient, doit aussi gérer un **contexte géopolitique instable** qui pourrait exacerber les radicalisations. Enfin, la question de la **prévention** (déradicalisation, surveillance des réseaux sociaux) et de la **coopération internationale** (échanges de renseignements avec l'UE et les États-Unis) reste cruciale, alors que l'extrême droite et une partie de la gauche dénoncent un « laxisme » de l'État.

Crise du système des retraites : suspension et incertitudes

Voici une synthèse structurée des sujets les plus récurrents et importants, classés par thème, avec un résumé contextualisé pour chacun. Les doublons ont été éliminés, et seuls les sujets les plus saillants ont été retenus.

Menace terroriste et mémoire du 13-Novembre : entre commémoration et résurgence du risque

—

Dépendance énergétique de la France : un risque systémique pour l'économie

—



Médias publics sous pression : la guerre politique autour de l'audiovisuel

Trois ans après l'invasion russe, la guerre en Ukraine entre dans une **phase critique**, marquée par une **offensive russe accrue** dans l'oblast de Zaporijia (perte de deux villages stratégiques, Nove et Novoouspeivske) et une **fatigue occidentale**. Lors de la réunion du **G7 au Canada** (novembre 2024), les ministres des Affaires étrangères ont appelé à un **cessez-le-feu urgent**, tout en annonçant de **nouvelles sanctions contre Moscou** (ciblant les exportations de technologies et les oligarques). Pourtant, les divisions persistent : les États-Unis, en pleine campagne électorale, peinent à maintenir leur soutien financier (60 milliards de dollars bloqués au Congrès), tandis que l'UE tarde à débloquer les 50 milliards d'euros promis. L'Ukraine, dépendante de l'aide occidentale, mise sur des **innovations technologiques** (drones, satellites) pour compenser son infériorité numérique, comme en témoigne le partenariat avec la finlandaise **Iceye** pour des satellites radar. Cependant, la **cyberguerre** s'intensifie : le collectif pro-russe **Killnet** revendique le piratage du cluster de défense ukrainien **Brave1**, menaçant la chaîne logistique. Sur le plan diplomatique, la France, qui accueille Volodymyr Zelensky en novembre, tente de **fédérer une réponse européenne** , mais la montée des partis pro-russes (comme le RN en France) et les tensions avec la Hongrie de Viktor Orbán compliquent la tâche. Enfin, la **question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN** reste en suspens, alors que la Russie mise sur une **usure à long terme** des démocraties occidentales.

Intelligence artificielle et culture : la musique « non humaine » défie les créateurs

La guerre à Gaza, déclenchée par les attaques du **7 octobre 2023** , continue de diviser la communauté internationale, plaçant la France dans une position délicate. En novembre 2024, Emmanuel Macron a **levé l'interdiction** frappant les entreprises israéliennes au salon **Milipol** (défense et sécurité), une décision critiquée comme une **normalisation** avec Israël, alors même que Mahmoud Abbas était reçu à l'Élysée. Ce revirement s'inscrit dans une **doctrine évolutive** : après avoir condamné fermement la réponse israélienne (plus de 35 000 morts selon Gaza), Paris cherche à éviter une rupture avec Tel-Aviv, tout en soutenant une **solution à deux États**. Cependant, les tensions internes (manifestations pro-palestiniennes, accusations d'islamo-gauchisme) et les pressions américaines (Joe Biden, réélu, maintient un soutien indéfectible à Israël) limitent la marge de manœuvre française. Parallèlement, le **Collège de France** a été le théâtre d'une polémique après l'annulation d'un colloque sur la Palestine, finalement maintenu dans un autre lieu sous haute surveillance. Ce cas illustre les **restrictions croissantes** sur les débats académiques en Europe, alors que l'**antisémitisme et l'islamophobie** progressent. Sur le terrain, la situation humanitaire à Gaza reste catastrophique (famine, épidémies), et les négociations de cessez-le-feu piétinent, malgré les médiations égyptiennes et qataries. La France, qui préside le **Conseil de sécurité de l'ONU** en 2025, devra arbitrer entre son rôle traditionnel de **médiateur** et ses intérêts stratégiques au Moyen-Orient, notamment avec l'Arabie saoudite (visite de Jean-François Copé à Riyad).

Surveillance numérique des enfants : entre protection et dérives

—